

Brochure n° 3131

Convention collective nationale

**IDCC : 1404. – ENTREPRISES DE COMMERCE,
DE LOCATION ET DE RÉPARATION DE TRACTEURS,
MACHINES ET MATÉRIELS AGRICOLES,
DE MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS,
DE BÂTIMENT ET DE MANUTENTION,
DE MATÉRIELS DE MOTOCULTURE DE PLAISANCE,
DE JARDINS ET D'ESPACES VERTS**

**AVENANT N° 79 DU 3 JUILLET 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JUILLET 2007**

NOR : ASET0750996M

IDCC : 1404

Entre :

Le syndicat national des entreprises de service et de distribution du machinisme agricole (SEDIMA) ;

La fédération nationale des distributeurs loueurs et réparateurs de matériels de bâtiment, de travaux publics et de manutention (DLR) ;

La fédération nationale des artisans et petites entreprises en milieu rural (FNAR) ;

L'union nationale des spécialistes en matériels de parcs et jardins (SMJ),

D'une part, et

La chambre syndicale nationale des voyageurs représentants et cadres de vente de l'automobile, de l'aviation, de la motoculture, du cycle des accessoires et industries annexes (CSNVA) CFE-CGC ;

La fédération générale des mines et de la métallurgie CFTD ;

La fédération nationale des syndicats de la métallurgie et parties similaires CFTC ;

La fédération de la métallurgie Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

**Barème national des salaires minima mensuels garantis
(base 35 heures par semaine)
applicable à compter du 1^{er} juillet 2007**

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM MENSUEL base 151,67 heures par mois
150	1 280,89
160	1 288,33
170	1 293,87
180	1 299,60
195	1 327,85
215	1 366,86
225	1 399,77
245	1 473,66
260	1 504,97
275	1 555,25
295	1 644,21
315	1 728,60
340	1 850,95
365	1 968,40
410	2 162,80
450	2 353,57
500	2 582,30
600	3 045,72
700	3 532,20
800	3 967,31

Champ d'application du présent avenant

Le champ d'application professionnel, personnel et géographique du présent avenant est celui prévu par l'article 1^{er} du chapitre I^{er} de la convention collective, modifié par avenant n° 33 du 22 avril 1986.

Dépôt de l'avenant

Le présent avenant, établi en application des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Paris, le 3 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)